

Expertise Comptable
Commissariat aux Comptes
Juridique et Social

Stéphane Avenet
Laurence Savatier-Dupré

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes
inscrits auprès de la Cour d'Appel
de Poitiers

Bureau principal
550 avenue de Limoges
79000 Niort
Tél. 05 49 77 17 07
05 49 77 17 77

Bureau secondaire
22 rue Giannesini
9270 Frontenay Rohan Rohan
Tél. 05 16 25 16 00

www.ccaniort.com
contact@ccaniort.com

Association CAP HABITAT JEUNES

147, rue du Clou Bouchet

79000 NIORT

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels
Exercice 31/12/2024**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

CAP HABITAT JEUNES
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2024

Aux adhérents de l'Association CAP HABITAT JEUNES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CAP HABITAT JEUNES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Nort, le 30/03/2025

SAS CERGI CIGOS AUDIT

Société de Commissariat aux comptes inscrite

Représentée par Stéphane AVENET

Commissaire aux comptes inscrit

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

GA

BILAN- ACTIF au 31 Décembre 2024

en euros

RUBRIQUES	Montant Brut	Amortissements	Net 31/12/2024 (12)	Net 31/12/2023 (12)
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	22 895	2 893	20 002	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	6 961	6 961	0	0
Avances, acomptes/immobil. incorpor.				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	161 204	161 204	0	785
Installations techniques, outillage	103 441	103 441	0	5 036
Autres immobilisations corporelles	108 926	105 558	3 368	469
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	1 685		1 685	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par M.E.				
Autres participations				
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés	408 602		408 602	408 602
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 189		1 189	
ACTIF IMMOBILISE	814 903	380 057	434 846	414 892
STOCKS ET EN-COURS				
Stocks de matières premières				
Stocks d'en-cours de production biens				
Stocks d'en-cours production services				
Stocks produits intermédiaires, finis				
Stocks de marchandises				
AVANCES et ACOMPTES VERSES /COMMANDE	4 038		4 038	3 731
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	39 188		39 188	43 815
Autres créances	212 226		212 226	122 393
Capital souscrit, appelé non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	353 534		353 534	501 828
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	12 044		12 044	13 832
ACTIF CIRCULANT	621 030	0	621 030	685 599
Charges à répartir s/plsrs exercices				
Primes remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 435 933	380 057	1 055 876	1 100 491

Visé par le
Commissaire aux Comptes



Cap Habitat Jeunes

BILAN- PASSIF au 31 Décembre 2024

en euros

RUBRIQUES	31/12/2024 (12)	31/12/2023 (12)
Capital social ou individuel dont versé	6 860	6 860
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
Ecart de réévaluation dont écart équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires, contractuelles		
Réserves réglementées dont fluctuation cours		
Autres réserves dont oeuvres originales		
Report à nouveau	379 635	371 900
RESULTAT DE L'EXERCICE	-146 995	7 735
Subventions d'investissement	3 370	
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	242 870	386 495
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	18 935	21 034
Provisions pour charges	261 002	256 314
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	279 937	277 348
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès établissements de crédit		
Emprunts et dettes financ divers dont emp. part.	41 442	46 109
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		168
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	234 863	124 612
Dettes fiscales et sociales	215 147	207 093
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	26 202	18 134
Produits constatés d'avance	15 414	40 531
DETTES	533 068	436 647
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 055 876	1 100 490

Visé par le
Commissaire aux Comptes

COMPTE de RESULTAT - Année 2024

	31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois	Variation
Ventes de marchandises			-
Production vendue de biens			-
Production vendue de services	1 080 659	1 116 638	- 35 979
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	1 080 659	1 116 638	- 35 979
Subventions d'exploitation	983 607	954 741	28 866
Reprises amortissements-provis., Transfert charges	96 938	103 398	- 6 460
Autres produits	44 178	46 537	- 2 359
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 205 382	2 221 314	- 15 932
Achats de marchandises			-
Variation de stock de marchandises			-
Achats matières premières et approvisionnements	27 959	23 962	- 3 997
Variation de stock (matières premières, approvis.)			-
Autres achats et charges externes	1 096 463	1 042 334	- 54 129
Impôts, taxes et versements assimilés	75 148	65 944	- 9 204
Salaires et traitements	839 697	786 346	- 53 351
Charges sociales	312 307	280 288	- 32 019
Dotations amortissements sur immobilisations	8 219	11 875	3 656
Dotations aux provisions sur actif circulant		700	700
Dotations provisions pour risques et charges	5 233	11 139	5 906
Autres charges	4 019	2 078	- 1 941
CHARGES D'EXPLOITATION	2 369 045	2 224 666	- 144 379
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 163 663	- 3 352	- 160 311
Autres intérêts et produits assimilés	2 681	3 390	- 709
PRODUITS FINANCIERS	2 681	3 390	- 709
Intérêts et charges assimilées	-	-	-
CHARGES FINANCIERES	-	-	-
RESULTAT FINANCIER	2 681	3 390	- 709
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	- 160 982	38	- 161 020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	32 857	-	32 857
Produits exceptionnels sur opérations en capital			-
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 099	18 697	- 16 598
PRODUITS EXCEPTIONNELS	34 956	18 697	16 259
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	20 969		- 20 969
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			-
Dotations aux provisions		11 000	- 11 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 969	11 000	- 31 969
RESULTAT EXCEPTIONNEL	13 987	7 697	6 290
TOTAL DES PRODUITS	2 243 019	2 243 401	- 382
TOTAL DES CHARGES	2 390 014	2 235 666	154 348
RESULTAT COMPTABLE	-146 995	7 735	- 154 730



Annexe

Visé par le
Commissaire aux Comptes

au Bilan avant répartition de l'exercice clos au

31 Décembre 2024

et

au Compte de Résultat

du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2024

Total du bilan : **1 055 875,75 Euros**

Excédent comptable : **-146 994,90 Euros**

Durée de l'exercice : **12 mois**

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1) Faits caractéristiques de l'exercice :

Visé par le
Commissaire aux Comptes

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024 font apparaître un résultat déficitaire de 146 994,90 euros et des fonds associatifs de 239 500,62 euros.

L'association a changé de dénomination sociale au 15 février 2024 pour s'appeler CAP'HABITAT JEUNES.

L'année 2024 a été marquée par l'arrêt brutal (en juin) du projet d'ouverture de la nouvelle résidence Joséphine Baker de 165 logements, après avoir travaillé avec la CAN, porteur du projet, et la SEMIE, propriétaire bailleur social, depuis plus de 5 ans.

L'activité de la résidence Habitat Jeunes La Rouillère n'étant plus transférée vers la nouvelle résidence au dernier trimestre 2024, des charges supplémentaires ont été engagées en raison de sa fermeture définitive au 31 décembre 2024 :

- nécessité de capter de nouveaux logements pour reloger les jeunes et poursuivre les activités
- mise en place d'une procédure de licenciement pour motif économique pour 4 salariés rattachés à l'HJ La Rouillère.

Les différents secteurs d'activité sont les suivants :

- L'Habitat Jeunes
- Les résidences pour étudiants
- L'accueil de Mineurs Non Accompagnés.
- L'Intermédiation Locative et le Service Logement

2) Règles et méthodes comptables

Le présent bilan et le compte de résultat ont été établis dans le respect des dispositions des articles 8 à 17 du Code du Commerce retenant, notamment, les principes comptables suivants :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices
- prudence

et conformément aux règles générales de l'établissement et de présentation des comptes annuels.

3) Application du principe de continuité d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déficitaire de 163 662,64 €.

4) Méthodes comptables utilisées

Visé par le
Commissaire aux Comptes

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
- Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon les systèmes linéaire et dégressif en respectant les règles fiscales en vigueur, en fonction de la durée d'utilisation estimée.
- Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5) Contributions Volontaires en nature

Le bénévolat n'ayant pu être évalué de façon fiable, il n'a pas été présenté en pied de compte de résultat.

Ce bénévolat se limite aux membres du conseil d'administration.

6) Engagements : Indemnités de fin de carrière

L'engagement lié aux indemnités de fin de carrière s'élève à 261 002 € au 31 Décembre 2024.

Il a été calculé en tenant compte d'une table de mortalité et retenant l'hypothèse d'un départ à la retraite à l'initiative du salarié à l'âge de 60 ans.

7) Rémunération des dirigeants (article 20 de la loi du 23 Mai 2006)

Les dirigeants (mandataires sociaux) sont bénévoles et ne sont pas rémunérés par l'Association.

Le montant global des rémunérations brutes les trois plus élevées représente en 2024 : 161 923 €.

DETAIL DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

COMPTES D'IMMOBILISATIONS	VALEUR ACTIF DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS		DIMINUTIONS		VALEUR ACTIF FIN EXERCICE
		transferts	acquisitions	transferts	cession-rebut	
Licences logiciels	21 349,49		21 930,72		20 385,00	22 895,21
Site Internet	6 960,73					6 960,73
Construct sol autrui	190 970,77				189 831,43	1 139,34
Install Aménagt Construc	184 780,48				24 715,65	160 064,83
Install Aménagt Constr,	4 903,01				4 903,01	0,00
Install Techniques	19 622,40				7 101,60	12 520,80
MMO Restauration	22 361,45				22 361,45	0,00
MMO Hébergement	157 741,88				71 947,11	85 794,77
MMO Socio-éducatif	11 092,41				5 967,28	5 125,13
Matériel	8 781,71					8 781,71
Matériel transport	81 387,52					81 387,52
Matériel de bureau	17 591,38				2 202,96	15 388,42
Matériel informatique	7 823,03				7 823,03	0,00
Mobilier Logts diffus			3 368,51			3 368,51
TOTAL GENERAL	735 366,26	0,00	25 299,23	0,00	357 238,52	403 426,97

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

COMPTES D'IMMOBILISATIONS	CUMUL AMORT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS (SORTIES)	CUMUL AMORT FIN D'EXERCICE
Licences logiciels	21 349,49	1 929,10	20 385,00	2 893,59
Site Internet	6 960,73			6 960,73
Construct sol autrui	190 970,77		189 831,43	1 139,34
Install Aménagt Construction	183 995,60	784,88	24 715,65	160 064,83
Install Aménagt Construction	4 903,01		4 903,01	0,00
Install Techniques	16 054,83	3 567,57	7 101,60	12 520,80
MMO Restauration	22 361,45		22 361,45	0,00
MMO Hébergement	156 273,16	1 468,72	71 947,11	85 794,77
MMO Socio-éducatif	11 092,41		5 967,28	5 125,13
Matériel	8 312,74	468,97		8 781,71
Matériel transport	81 387,52			81 387,52
Matériel de bureau	17 591,38		2 202,96	15 388,42
Matériel informatique	7 823,03			7 823,03
Mobilier Logts diffus		0,00		0,00
TOTAL GENERAL	729 076,12	8 219,24	349 415,49	387 879,87

DETAIL DE CERTAINS COMPTES A L'ACTIF DU BILAN

43875 - IJ PREVOYANCE A RECEVOIR		249
IJ Prévoyance HUMANIS	249	
46190 - SUBVENTIONS A RECEVOIR		112 817
Solde Conseil Départemental/ Habitats Jeunes	56 850	
Solde Conseil Départemental/ IML	11 340	
Solde ETAT AVDL	5 520	
FONJEP	7 107	
CAN 2023	32 000	
468700 - PRODUITS A RECEVOIR		87 524
AGEFIPH	1 623	
UNIFORMATION	8 440	
Solde CAF prestations	49 000	
SEGUR CD79 solde	24 800	
Lavmatic	291	
Subvention Investissement CAF	3 370	
48600 - CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		12 044
Maintenance téléphones	74	
Maintenance Horoquartz	288	
Maintenance technique informatique	298	
Maintenance informatique matériel	969	
Tickets Service	10 415	
ETAT DES CREANCES		
	Montant	Provisions
Avances et acomptes /commande	4 038	4 038
Fourn débiteurs, i	4 038	4 038
Créances clients	39 188	39 188
créances clients	39 188	
Autres créances	212 226	212 226
RRO à obtenir		10 278
Acomptes et débiteurs		1 358
Subventions à recevoir		112 817
Produits à recevoir		87 524
IJ Prévoyance HUMANIS		249

Visé par le
Commissaire aux Comptes

DETAIL DE CERTAINS COMPTES AU PASSIF DU BILAN

3

	PROVISION POUR RISQUE			18 935
Fonds social + anc.	Début exercice 21 034	Dotations	Reprises 2 099	Fin exercice 18 935
	PROVISION POUR CHARGES			261 002
Indemn Fin de carrière	Début exercice 256 314	Dotations 5 233	Reprises 545	Fin exercice 261 002
	40810 - FOURNISSEURS Factures non parvenues			70 764
Eau			31 576	
Redevance déchets CAN 4ème tr 2024			1 700	
GEG			19 319	
Gaz			2 960	
Dalkia			10 171	
Honoraires			3 612	
EDF			173	
In Extenso			656	
IMMEL			173	
Lavmatic			271	
CMA			153	
	42820 - PROVISION CONGES A PAYER			95 748
Congés payés			95 748	
	43820 - CHARGES SOCIALES / PROVISION CP			36 005
Congés payés			36 005	
	44820 - CHARGES FISCALES / PROVISIONS CP			10 560
Charges fiscales / prov CP			10 560	
	447 - ETAT - CHARGES A PAYER			29 254
Formation Continue solde			7 967	
Taxe / Salaires solde			19 801	
PAS			1 486	
	468600 - CHARGES A PAYER			5 056
Pécules MNA			4 596	
Aide Apprentie			460	
	487500 - SUBVENTION PERCUE D'AVANCE			15 414
Aide SEGUR			6 700	
Aide SEGUR			120	
Aide SEGUR CD79			7 563	
CD 79 2023			1 031	
	ETAT DES DETTES			
	Montant		(-) d'1 an	entre 1 et 5 ans
Dettes financières	41 442			
Cautions		41 442	41 442	0
Avances et acomptes reçus	0			0
Tiers		0	0	0
Fournisseurs, cptes rattachés	234 862			
Fournisseurs		164 098	164 098	0
Factures non parvenues		70 764	70 764	0
Dettes fiscales et sociales	215 146			
Prov CP, ch, et taxes		142 313	142 313	0
Dettes fiscales		29 254	29 254	0
Dettes sociales		43 579	43 579	0
Autres dettes	26 202			
APL à rembourser		12 199	12 199	0
Clients		8 641	8 641	0
Déplacements à payer		306	306	0
Charges à payer		5 056	5 056	0
Produits constatés d'avance	15 414			
Subvention perçue d'avance		15 414	15 414	0
Totaux		533 066	533 066	0

Visé par le
Commissaire aux Comptes

DETAIL DE CERTAINS POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

983 607

FONJEP	7 107
Conseil Départemental / HJ	113 700
Conseil Départemental /MNA	565 470
Conseil Départemental/ IML	22 680
Etat	20 000
Etat AVDL	18 400
CAF	176 204
AGLS	12 200
Projet CAF	7 000
Aide Apprentie	3 333
Bouclier tarifaire	27 512

Visé par le
Commissaire aux Comptes

TRANSFERTS DE CHARGES

95 693

Remboursements Formation	19 551
Transfert charges/copies	199
Rembt assurance	1 242
Aide SEGUR Etat	42 692
Aide SEGUR CD79	24 800
IJ Prévoyance	780
AGEFIPH	6 429

REPRISES SUR PROVISIONS

1 245

Reprise/ Prov Ind fin de carrière	545
Reprise/provisions dettes résidents	700

AUTRES PRODUITS

44 178

Cotisations	6 610
Produits divers de gestion	12 120
Remboursement dégradations	8 830
Jetons de laverie	3 568
Participation aux services	10 250
Dons reçus	2 800

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Aide exceptionnelle énergie	32 640
Reprise provision/litige	2 099

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Fermeture La Roulière	
Frais résiliation PICOTY (gaz)	9 935
Frais résiliation GEG (électricité)	11 034